OFFICIEL.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

JOURNAL DU SENAT.

MERCREDI, 13 fevr er 1850.

Le Sénat se réunit conformément à l'ajournement.

Présents : Honorable James G. Bryce, président pro tem. du Sénat, au fauteuil ;

MM. Adams, Beebe, Boudousquié, Butler, Cade, Caulfield, Chambliss, Cole, Dalcour, Drew, Dufour, Duncan, Gardère, Gaudet, Harrison, Hereford, Moore, Peck, Phillips, Ray, Richardson, Ricker, Sigur, Swayze, Tatman, Van Wickle et Waddill.

M. le président informe le Sénat, que l'hon. J. B. Plauché, Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat, est indisposé et ne peut siéger aujourd'hui.

M. Bryce, Président pro tem., décide que le Président a le droit de s'absenter, lorsqu'il le juge nécessaire.

M. Ricker donne avis qu'il présentera un bill intitulé :

"Acte pour amender la 1re section de l'acte intitulé : Acte pour pourvoir au desséchement et au nettoiement des terres basses et des Cyprières situées entre la ville de la Nouvelle-Orléans, sera incorporée et le Jne Pontchartrain, approuvé le 15 mars 1835."

Sur motion de M. Butler, le Sénat s'occupe de

"L'Acte en faveur de François Vienne", et de

"L'Acte en faveur de Antoine Toulouse", qui subissent leur seconde lecture et sont adoptés.

Sur motion, et après dispense des règles, le bill suivant subit sa 2de lecture, et il est référé au comité des recommandations :

"Acte pour amender la 1re section de l'acte intitulé : Acte pour pourvoir au desséchement et au nettoiement des terres basses et des Cyprières situées entre la ville de la Nouvelle-Orléans, sera incorporée et le lac Pontchartrain, approuvé le 15 mars 1835."

Sur motion, et après dispense des règles, le bill subit sa 2de lecture, et il est référé au comité des recommandations.

ORDRE DU JOUR.

Sur la motion de M. Ray, les résolutions relatives à l'esclavage, rapportées par le comité des relations des états, qui avaient mises à l'ordre du jour pour aujourd'hui, sont mises à l'ordre du jour pour demain à 12 heures M.

Sur motion, le Sénat prend en considération les rapports et suggestions des amendements le Commission, et rapporte par le comité des amendements à la Constitution.

L'article 13me devait le amendement, couché ainsi qu'il suit, savoir :

Art. 13 — Dans toutes les élections par le peuple, tout citoyen mâle, libre et blanc, qui est depuis deux ans citoyen des Etats-Unis, aura atteint l'âge de vingt et un ans, et aura résidé dans l'Etat pendant l'année qui aura immédiatement précédé l'élection, et pendant les dernières six mois, dans la paroisse où il se présentera pour voter, exercera les droits d'électeur."

M. Digur et Swayze, retirent leurs amendements audit article 13me.

Sur la motion de M. Ray, l'article ci-dessus est amendé, en effaçant après les mots : "*mâle libre et blanc qui ait*" les mots : "*deux ans*" et en y substituant les mots "*l'année*" et de plus, en insérant après les mots, "*et pendant les dernières six mois,*" les mots: "*les mois de la dite année.*"

Sur la motion d'adopter cet article, ainsi amendé :

L'honorable G. Bryce, Président pro tem. au fauteuil—MM. Bryce, Adams, Beebe, Boudousquié, Butler, Cade, Caulfield, Chambliss, Clark, Cole, Dalcour, Drew, Dufour, D. ncan, Gaudet, Harrison, Hereford, Moore, Peck, Phillips, Ray, Richardson, Ricker, Sigur, Swayze, Tatman, Van Wickie et Waddill, votent pour—28 voix.

Personne ne votant contre—1 voix.

Ledit article 13ème est par conséquent adopté.

Le dernier article 13ème et dernier article qui reste à être adopté est qu'il suit :

"L'assemblée générale aura le droit de créer un système d'échange entre les juges de district.

Sur la motion de M. Boudousquié, le considérant l'intérieure de ce sujet est remise sujette à approbation et lecture de faire imprimer ledit bill.

M. Drew présente la résolution suivante, qui est reçue et adoptée :

Résolu, que le comité de l'éducation public reçoive de la pétition en considération à donner un titre aux dotations des écoles à la paroisse de Bossier pour l'année 1847 et 1848 ; et de ce, pour un bill pour venir au secours de ladite paroisse."

M. Drew présente aussi la résolution suivante qui est reçue et adoptée :

Résolu, que le comité judiciaire est requis de s'informer si les juges nommés par les Cours des Assises et Sessions ont rempli leurs devoirs dans ce Etat par le moins trois termes, que ceux rendus dans cet Etat, et de rapporter par bill ou autrement.

M. Dufour demande la permission de présenter un bill intitulé :

Acte pour autoriser une somme d'argent dans le but d'acheter les livres pour le bureau de gr ffier et de recorder, dans la paroisse de Caddo, qui subit sa première lecture.

Sur motion, et après dispense des règles, on fait la seconde lecture dudit bill, et il est référé au comité de finances.

M. Butler demande la permission de présenter un bill intitulé : "Acte pour amender l'acte intitulé "Acte pour organiser les Cours de District dans l'Etat de la Louisiane, excepté dans les paroisses d'Orléans et de Jefferson, approuvé le 30 mai 1846", qui subit sa 1re lecture.

Sur motion, et après dispense des règles, le bill subit sa seconde lecture et est référé au comité de finances.

Sur motion, et après dispense des règles, le bill subissant leur seconde lecture, et sont référés au comité des améliorations intérieures.

M. Cade, du comité d'enrôlement, rapporte que ce bill suivant a

"Acte pour payer Isaac T. Preston," et

"Acte pour amender les actes relatifs à la police et au gouvernement de la ville de Baton-Rouge," ont été enrôlés correctement et le Président pro tem. a signé les dits actes.

M. Moore, du comité spécial nommé pour examiner si ce qui a été rapporté devoir du Secrétaire d'Etat, et de pourvoir par bill, ou autrement, à une meilleure organisation de ce bureau, rapporte un bill intitulé :

"Acte pour amender l'organisation du Bureau du Secrétaire d'Etat," qui subit sa 1re lecture.

Sur motion, il est mis à l'ordre spécial du jour pour mardi prochain et ordonné de le faire imprimer.

De la part du comité spécial, auquel a été référé l'Acte pour amender l'article 641 du code de procédure, afin d'exempter de saisir et exécution, le "*Homestead*" aux habitans de cet Etat.

M. Moore, rapporte comme substitut audit bill : "Acte pour exempter de saisir un homestead." Il recommande aussi l'adoption d'icelui, qui subit et il est ordonné de le faire imprimer, lecture et mis à l'ordre du jour pour mardi prochain.

M. Phillips obtient la permission d'offrir la résolution suivante, et on en fait la première lecture :

Résolu, que le Sénat et la Chambre des Représentants s'ajournent *sine die*, lundi 4 mars prochain.

M. Wickie obtient la permission de présenter un bill intitulé :

"Acte en faveur de Jerome Calligani, autorisant la vente de terres publiques pour la paroisse d'Avoyelles," qui subit sa 1re lecture.

Sur motion, et après dispense des règles, le dit bill subit sa 2de lecture, et il est référé au comité des recommandations.

ORDRE DU JOUR.

Sur la motion de M. Ray, les résolutions relatives à l'esclavage, rapportées par le comité des relations des états, qui avaient mises à l'ordre du jour pour aujourd'hui, sont mises à l'ordre du jour pour demain à 12 heures M.

Sur motion, le Sénat prend en considération les rapports et suggestions des amendements de la Commission, et rapporte par le comité des amendements à la Constitution.

L'article 13me devait le amendement, couché ainsi qu'il suit, savoir :

Art. 13 — Dans toutes les élections par le peuple, tout citoyen mâle, libre et blanc, qui est depuis deux ans citoyen des Etats-Unis, aura atteint l'âge de vingt et un ans, et aura résidé dans l'Etat pendant l'année qui aura immédiatement précédé l'élection, et pendant les dernières six mois, dans la paroisse où il se présentera pour voter, exercera les droits d'électeur."

M. Digur et Swayze, retirent leurs amendements audit article 13me.

Sur la motion de M. Ray, l'article ci-dessus est amendé, en effaçant après les mots : "*mâle libre et blanc qui ait*" les mots : "*deux ans*" et en y substituant les mots "*l'année*" et de plus, en insérant après les mots, "*et pendant les dernières six mois,*" les mots: "*les mois de la dite année.*"

Sur la motion d'adopter cet article, ainsi amendé :

L'honorable G. Bryce, Président pro tem. au fauteuil—MM. Bryce, Adams, Beebe, Boudousquié, Butler, Cade, Caulfield, Chambliss, Clark, Cole, Dalcour, Drew, Dufour, D. ncan, Gaudet, Harrison, Hereford, Moore, Peck, Phillips, Ray, Richardson, Ricker, Sigur, Swayze, Tatman, Van Wickie et Waddill, votent pour—28 voix.

Personne ne votant contre—1 voix.

Ledit article 13me est par conséquent adopté.

Le dernier article 13me et dernier article qui reste à être adopté est qu'il suit :

"L'assemblée générale aura le droit de créer un système d'échange entre les juges de district.

Sur la motion de M. Boudousquié, le considérant l'intérieure de ce sujet est remise sujette à approbation et lecture de faire imprimer ledit bill.

M. Drew présente la résolution suivante, qui est reçue et adoptée :

Résolu, que le comité de l'éducation public reçoive de la pétition en considération à donner un titre aux dotations des écoles à la paroisse de Bossier pour l'année 1847 et 1848 ; et de ce, pour un bill pour venir au secours de ladite paroisse."

M. Drew présente aussi la résolution suivante qui est reçue et adoptée :

Résolu, que le comité judiciaire est requis de s'informer si les juges nommés par les Cours des Assises et Sessions ont rempli leurs devoirs dans ce Etat par le moins trois termes, que ceux rendus dans cet Etat, et de rapporter par bill ou autrement.

M. Dufour demande la permission de présenter un bill intitulé :

Acte pour autoriser une somme d'argent dans le but d'acheter les livres pour le bureau de greffier et de recorder, dans la paroisse de Caddo, qui subit sa première lecture.

Sur motion, et après dispense des règles, on fait la seconde lecture dudit bill, et il est référé au comité de finances.

M. Butler demande la permission de présenter un bill intitulé : "Acte pour amender l'acte intitulé "Acte pour organiser les Cours de District dans l'Etat de la Louisiane, excepté dans les paroisses d'Orléans et de Jefferson, approuvé le 30 mai 1846", qui subit sa 1re lecture.

Sur motion, et après dispense des règles, le dit